

---

## Citadins en mouvements

**Monique Bertrand**  
avec la collaboration de  
**Daniel Delaunay**

### Introduction

Malgré près de trois millions d'habitants et la polarisation économique de l'un des grands ports du Golfe de Guinée, le Grand Accra reste mal connu dans ses dynamiques démographiques. Peu de mesures continues permettent d'en distinguer le mouvement naturel des apports migratoires et de décrire la redistribution interne des populations urbaines. Le cas ghanéen renvoie d'ailleurs à un constat plus général en Afrique où les enjeux de la mobilité sont démographiques, politiques, mais aussi méthodologiques.

Le mouvement urbain est en effet encore rapporté à une thèse d'origine coloniale, réactivée par les difficultés économiques et politiques qui jalonnent l'histoire du Ghana depuis son indépendance en 1957 : les migrants du pays resteraient structurellement « étrangers » à la capitale où ils ne s'établiraient que le temps d'une vie d'actif ; leurs investissements matériels et sociaux continueraient de s'orienter vers les *hometowns* ou communautés d'origine (Middleton 1979). En conséquence, l'étude des turbulences propres aux grandes villes a été délaissée par une recherche qui s'est surtout préoccupée des échanges externes que celles-ci entretiennent avec un arrière-pays plus ou moins structuré. Dans le contexte d'Accra, l'hypothèse des flux intra-métropolitains s'impose d'autant plus que les approches géographiques et démographiques ont en effet privilégié la perspective migratoire nationale et internationale (Caldwell 1969 ; Ghana Statistical Service 1995). On ne sait pratiquement rien de la mobilité interne au premier bassin d'emploi et au marché immobilier du pays.

Accra-North et New Gbawe

---



Les enjeux urbanistiques et politiques des flux résidentiels découlent pourtant d'une surenchère générale depuis la fin des années 1980 : bailleurs de fonds internationaux du développement, réformes de décentralisation, thèmes plus récemment porteurs de la « lutte contre la pauvreté » et de la « bonne gouvernance », concourent à promouvoir les « forces vives du local ». La société civile, les organisations à base territoriale et les communautés de quartier sont vivement conviées à participer à la gestion de leur environnement de proximité, et à s'investir dans les opérations ciblées ou les projets pilotes de réhabilitation des quartiers déshérités (Republic of Ghana 1996). Particulièrement redondants, ces termes de référence sont déclinés sous l'angle de la volonté et de la capacité des citadins à mieux payer leurs services de proximité. Les nouveaux cadres gestionnaires de l'urbanisme valorisent donc, souvent à l'identique d'une ville à l'autre du continent, l'ancrage résidentiel des citadins comme le meilleur gage d'une telle mobilisation. Les propriétaires individualisés sont désignés comme les contribuables les mieux fixés et les plus solvables ; l'oubli des locataires est patent dans les projets urbains qui tentent d'identifier des voies de réduction de la pauvreté à travers la participation locale. Les tensions dont l'accès au sol et au logement est le théâtre, notamment la crispation croissante des rapports entre bailleurs et locataires sur le marché locatif, sont occultées. Les dépendances foncières liées au brassage migratoire sont de même évacuées au profit d'une perception compartimentée de la ville selon les générations d'accédants au sol. Ancrages et investissements urbains peuvent-ils pourtant se concevoir sans une analyse des mobilités spatiales des citadins ?

Les ressorts sociaux et l'amplitude spatiale de la mobilité constituent en effet d'importants défis posés à la recherche urbaine. On déplore cependant que les études menées dans les villes du Sud apparaissent en retrait des perspectives méthodologiques et théoriques établies dans les villes du Nord (Dureau *et al.* 2000 ; Li et Wu 2004). S'appuyant sur des recensements espacés et frustrés, l'étude que les géographes de l'université du Ghana ont consacrée à Accra ne cerne ainsi guère les orientations spatiales du mouvement des ménages (Benneh *et al.* 1990).

Where urban/rural differences are recognized in demographic research, they still tend to be described in terms of simple urban/rural dichotomies. But urban growth is often accompanied by economic development, the restructuring and relocation of production, social and economic fragmentation, and spatial reorganization – and urban/rural dichotomies are increasingly inadequate even to describe these changes. In countries where the level of urbanization is already high, further measurement of change in the urban percentage adds little by way of insight. What is needed is a new emphasis on the inter-and intraurban differentials, and these are topics to which demographers have paid remarkably little attention. The neglect of intraurban research on developing countries is all the more surprising in view of the close attention given to neighborhood effects and other intraurban issues in research on cities in the United States (Montgomery *et al.* 2003:2-3).

Démision ghanéenne face aux difficultés de la mesure des mobilités intra-urbaines ? Les données de recensement sont trop mal désagrégées et trop peu accessibles

pour suivre les flux d'ensemble et la complexité individuelle des pratiques migratoires. Les enquêtes nationales, pourtant non négligeables dans le pays, n'offrent guère de perspective longitudinale. Les enquêtes biographiques apparaissent, quant à elles, souvent difficiles à mener et restent peu orientées vers la précision spatiale nécessaire à l'appréciation des différences intra-urbaines du peuplement et des mobilités (GRAB 1999).

Les choix retenus ici pour l'étude contextuelle de la mobilité dans la Région du Grand Accra valorisent donc deux propositions méthodologiques. La première est le croisement de mesures transversales et de mesures longitudinales définissant l'articulation des mouvements internes et des migrations vers ou depuis la région urbaine considérée ; la seconde complète cette balance globale des flux en s'appuyant sur des durées de séjour à partir desquelles est calculé un risque de déménagement. Les deux orientations empiriques conduisent alors à un diagnostic nuancé des mobilités citadines qui donne la primauté à l'effet de lieu dans l'espace métropolitain. Certains contextes locaux astreignent en effet les habitants à résidence, tandis que d'autres témoignent d'une propension accrue de leurs résidents à la mobilité, voire y contribuent. La mobilité apparaît alors comme une ressource locale inégalement partagée entre les citadins. Le fait que les discriminations individuelles de la mobilité ne s'exercent pas selon les mêmes modalités ni avec la même intensité d'un quartier à l'autre éclaire notre analyse de la fabrique sociale « du local » dans l'espace urbain, et ce mieux que nombre d'attendus ou de pré-requis du discours participatif.

Après avoir présenté les enjeux théoriques puis les principales options du traitement statistique, nous discuterons du modèle général qui orientera notre analyse de la mobilité résidentielle et notre compréhension de sa différenciation géographique.

### **Mobilité *versus* migration : enjeux du mouvement résidentiel interne aux métropoles**

#### *L'intra-urbain à promouvoir dans le champ des études consacrées au continent africain*

L'association de mesures variées des pratiques résidentielles répond à un enjeu théorique important du fait de la continuité, sur plus de cinquante ans d'études urbaines africaines, de la thèse du migrant « étranger à la ville » (Plotnikov 1967 ; Mayer 1971 ; Gugler 1971). Il convient donc de mettre d'abord en perspective la migration, externe à la ville, et la mobilité résidentielle, intra-métropolitaine. Car les mutations de la démographie urbaine (poids des jeunes dans la population, de la population née en ville) et le processus de métropolisation des capitales (étalement et densification, ségrégations socio-économiques croissantes, diversification des filières d'accès au sol, segmentation des marchés immobiliers) n'ont pas empêché que la mobilité urbaine reste une question négligée au profit de la problématique migratoire.

Rappelons les origines coloniales de la thèse selon laquelle l'Afrique, anglophone notamment, ne présenterait d'urbanité qu'inachevée, marquée du seau de l'importation, et guère investie par les « indigènes ». Le développement de migrations inter-régionales du travail, la rétention plus ou moins bien gérée de la main-d'œuvre

salariée dans les zones d'emploi modernes, ont très tôt attiré l'attention des administrateurs coloniaux sur l'attachement des migrants d'origine rurale à leurs communautés d'origine, surtout lorsque ces relations au *hometown* préservait des droits fonciers et une conception politique de l'autochtonie. À l'encontre des analyses modernistes de la détribalisation et de la prolétarianisation dans la transition capitaliste (Brokensha 1966 ; Amselle *et al.* 1976),<sup>1</sup> le faible investissement que les migrants-locataires faisaient de la ville marquait durablement l'approche de l'urbanisation (Coquery-Vidrovitch 1993). La thèse des populations flottantes et mal fixées, peu réceptives à la modernité, voire réfractaires à une certaine individualisation, s'illustre dans différents contextes malgré l'appropriation que font les élites post-coloniales de la cité. Au critère de stratification citadine fondée sur la classe sociale, s'oppose un critère traditionaliste de différenciation en termes d'appartenances ethniques et d'origines géographiques.

Les réminiscences de la thèse du « migrant étranger à la ville » sont importantes dans les études consacrées au Ghana. Bien des habitants des villes restent perçus comme étant tournés vers l'extérieur. Le débat consacré à l'absence de quartiers spontanés à Kumasi montre, on l'a vu plus haut (chapitre 5), les locataires incarnant un statut de citadin de second rang à l'égard des autochtones. Puisque de puissants verrous fonciers ne les incitent guère à s'engager dans l'amélioration de leurs positions résidentielles, le prix de véritables stratégies de mobilité urbaine ne retient pas l'attention des chercheurs. Les changements durables sur le marché du logement sont vus comme le fait des natifs de la cité, dont les ancrages résidentiels sont présentés en termes communautaires. Quant à l'*exit option* des migrants, elle prend la forme d'une circulation en aller-retour entre la communauté d'origine, terre des véritables réinvestissements (à l'occasion de flux de navettes, de visites, de réalisations à distance, de replis en cas de mauvaises conjonctures économiques ou de retraite) et les lieux d'emploi durant la vie active.

La perspective d'une reproduction élargie des familles rurales, par le travail temporaire en ville, occulte alors les pratiques d'insertion sur plusieurs générations, les opportunités de travail et les choix de logement *in situ* qui transforment les migrants en « citadins durables ». Comparée à de plus anciennes tendances observées en Amérique latine (Gilbert et Crankshaw 1999), l'étude des mutations urbaines de l'Afrique du Sud post-apartheid montre pourtant bien la rupture à l'œuvre à l'égard d'un schéma migratoire circulaire (contrôle des flux du travail, résidence de courte durée en ville, fidélité aux *homelands*) et le lien théorique qui s'engage entre la nature du peuplement urbain et le marché du logement. Mais c'est pour mieux maintenir le confinement du reste du continent africain dans la seule problématique migratoire.

This change towards a more permanent pattern of migration in South Africa is important insofar as length of residence has important implications for housing behaviour. Short-term residence, for example, is likely to encourage renting over ownership. Even migrants obtain a plot of land, any strong desire to return 'home' is likely to slow the process of self-help housing consolidation. Why improve an urban home if the worker plans to return to the rural home in the not-so-distant future? (Gilbert et Crankshaw 1999:2388-2389).

Si l'impact nouveau de la mobilité intra-urbaine est bien mis en évidence, seule la ville sud-africaine en témoignerait à l'échelle continentale.

Migration in South Africa was much more comparable with than in other parts of tropical Africa, most migrants being temporary sojourners in the city. This pattern of African migration was largely the result of colonial policy. From colonial times, circulatory migration was almost ordained by the nature of labour policy. Mines and formal-sector enterprises recruited migrants on short-term contracts. Migrants were encouraged to return home when the contract expired. Even after independence, circular migration tended to be the norm with migrant arriving with every intention of returning home when they had made some money. Even if they stayed for several years, their aim was to spend their retirement at 'home' ; at the very least, they planned to be buried there. Economic insecurity in the city combined with loyalty to their home in the countryside encouraged many to maintain a 'dual system' (*Ibid.* 2380).

Les processus à l'œuvre dans le Grand Accra démentent pourtant que les évolutions métropolitaines observées par les auteurs soient l'apanage du seul cas sud-africain.

### *Stocks et flux : propositions méthodologiques*

Dans les deux enquêtes malienne et ghanéenne, la notion de flux est rapportée à trois référents géographiques. Le cadre métropolitain est le plus large ; il met en jeu globalement la distinction entre migration extra-régionale et mobilité interne aux subdivisions que constituent les districts administratifs, les localités urbaines et les quartiers dans lesquels les zones d'étude prennent place. Le niveau des maisonnées constitue ensuite, comme on l'a vu, le cadre d'observation des déménagements de ménages « tout en entier mobiles ». Enfin, les ménages stables constituent aussi, d'une certaine manière, les « stocks » de référence dans lesquels s'inscrit le flux des individus entrants ou sortants dans l'échéance d'une année d'observation. Les remaniements de la composition des ménages (chapitre 4) et les changements de profil de cohabitation dans les maisons (chapitre 5) ont déjà introduit ces deux derniers effets contextuels.

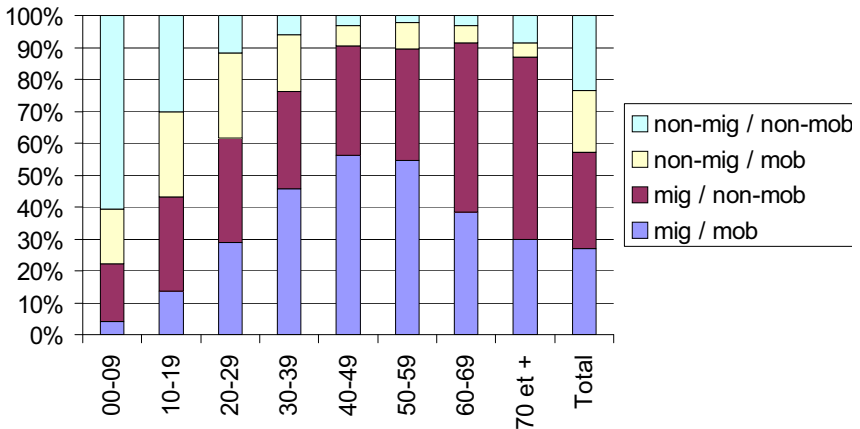
L'enquête réalisée à Accra aborde toutefois les itinéraires migratoires et résidentiels des citoyens avec plus de précision que l'étude bamakoise, en s'appuyant sur trois modes de suivi des individus dans le temps. Les deux premiers sont rétrospectifs ; le troisième s'inscrit au contraire dans une observation progressive qui est directement inspirée du protocole malien.

1. Une première option a consisté à relever les principaux jalons de l'insertion urbaine de tous les membres des ménages enquêtés : la date et le lieu de naissance, puis l'étape ayant précédé l'entrée (ou le retour) dans la Région du Grand Accra, puis celles ayant précédé l'entrée dans le quartier d'enquête et l'entrée dans la maison enquêtée. La biographie individuelle est ainsi balisée selon quatre moments clefs de la trajectoire urbaine que l'on peut croiser avec les caractéristiques démographiques et socio-économiques des individus. La mesure de l'insertion *en ville*, que les études démographiques résument souvent à une première entrée, est ainsi complétée par

des orientations plus précises *dans la ville*. Il est donc possible non seulement de lier mouvements externes et mobilités internes à l'espace métropolitain, individu par individu, mais encore de détecter les décalages, à l'un ou l'autre de ces niveaux d'insertion, entre individus relevant d'une même famille et d'une résidence commune au moment de l'enquête.

Cette focalisation conduit de la migration vers la ville à des déménagements de très courte portée dans l'espace résidentiel (avec même de possibles déménagements d'une *room* à l'autre au sein d'une même cour), en passant par l'insertion dans le quartier et dans la maisonnée d'enquête. Elle nous conduit à constituer en variable d'analyse individuelle la typologie des déplacements urbains selon que les citadins ont fait ou non l'expérience au moins une fois d'un changement de logement dans le cadre spatial de référence. Ainsi, l'appréciation de la mobilité est-elle ordonnée du niveau le plus large (la région métropolitaine) au niveau d'observation le plus élémentaire de l'espace urbain (le logement défini au sein de la maisonnée d'enquête). En se concentrant sur les deux premiers types de déplacement, on dresse en effet la classification des itinéraires selon qu'ils manifestent ou non : 1. une migration inter-régionale ou internationale avant l'arrivée ou le retour dans la capitale ("mig" *versus* "non-mig"), 2. une mobilité depuis une autre communauté que celle enquêtée dans le Grand Accra ("mob" *versus* "non-mob").

**Figure 8.1 : Profil d'insertion et classes d'âge**



Source : HPRM, 2000-2001.

Cette première technique a le mérite de prendre en compte l'impact des jeunes dans la population citadine<sup>2</sup> et l'apprentissage qu'ils mènent d'une vie urbaine en mouvement, alors que d'autres études réduisent souvent la question de la mobilité, par individualisme méthodologique, aux caractéristiques des seuls chefs de ménage. La mesure introduit ainsi un biais certain du fait de l'adéquation des itinéraires de nombre de ces jeunes avec ceux de leurs tuteurs, une fois ceux-ci entrés en ville. En faisant la part belle

aux cadets sociaux, qui sont plus souvent nés dans le Grand Accra que leurs aînés, elle en appelle à de plus fines discriminations du rapport entre migration et mobilité.

2. Une deuxième voie d'investigation a donc consisté à ne retenir qu'un sous-échantillon d'adultes, à raison d'une ou deux personnes dans chacun des ménages enquêtés.<sup>3</sup> L'itinéraire de ces 1 396 individus est alors reconstitué de manière exhaustive : toutes les étapes résidentielles parcourues de la naissance au logement enquêté sont informées par un jeu de questions portant sur les lieux de résidence, le rang de l'étape dans l'itinéraire, le moment du déménagement, le statut d'occupation dans le nouveau logement et le motif de la mobilité. Qu'ils soient la conséquence de migrations ou de déménagements internes à la région métropolitaine, ces séjours successifs ont été définis sur la base des logements occupés pendant au moins six mois.

3. Enfin, le second passage d'enquête, en 2001, a permis de saisir l'orientation géographique d'un flux de « mobiles à court terme ». Celui-ci prenait acte de l'entrée de nouveaux individus ou ménages dans l'échantillon de maisons visitées une première fois, en 2000, et de la sortie d'une partie de la charge démographique observée un an auparavant.

### *Mesures comparées*

Sur les deux années d'étude, globalement, 34 pour cent des ménages enquêtés et 39 pour cent des individus apparaissaient en sortie ou en entrée dans l'échantillon des 157 cours visitées à Bamako. Selon la même échéance, près d'un ménage sur cinq n'a été enquêté qu'une seule fois dans le Grand Accra ; plus de 27 pour cent des individus ont quitté ou rejoint les 232 maisons étudiées. L'essentiel de ces remaniements démographiques relève bien d'un flux géographique puisque les naissances représentent 10 pour cent des entrées à Bamako entre 1993 et 1994 et 18 pour cent des entrées à Accra entre 2000 et 2001. Les décès ne comptent que pour 2 pour cent des sorties à Bamako et moins de 4 pour cent des sorties à Accra dans les mêmes périodes. Le rapport des mobiles aux stables peut enfin être mesuré au regard d'un seul des deux passages d'enquête.

**Table 8.1 : Part des mobiles dans la population  
comptée à chaque passage d'enquête**

Sortants ou entrants :	Bamako		Accra	
	1993	1994	2000	2001
% des enquêtés				
Ménages	20,2	20,7	9,2	12,8
Individus	24,3	24,3	14,5	16,9

Source : Enquêtes : Cohabitations et mobilités résidentielles à Bamako, 1993-1994; HPRM, 2000-2001.

Les déplacements en jeu sont impressionnants et dénotent un important renouvellement annuel de la population résidente telle qu'elle est observée localement. De plus, le flux global se décompose dans des proportions similaires dans les deux métropoles en ménages ayant déménagé dans leur totalité (la moitié des mobiles identifiés à Bamako, 56 % à Accra), d'une part, et individus mobiles vers ou depuis



des ménages stables (l'autre moitié des mobiles à Bamako, 44 % à Accra), d'autre part. Ces deux mouvements renvoient cependant à des logiques sociales différentes : accès au sol et pérégrinations locatives dans le cas des ménages, circulation de cadets sociaux dans l'autre, bien que ni les premiers ni les seconds ne figurent les « électrons libres de la ville » (Bertrand 1999).

Sur le fond, la dynamique métropolitaine se comprend d'abord dans le rapport des mouvements internes et externes au Grand Accra. Le principe de l'enquête à passages répétés permet ainsi d'identifier 66 ménages sortants et 169 individus sortants de ménages stables. Parmi les premiers (229 individus concernés), la destination du chef de ménage indique, à huit exceptions près (dont trois du fait du décès de cette personne de référence), celle des autres membres du ménage. Près des quatre cinquièmes de ces destinations de ménages concernent la Région du Grand Accra, ne laissant que 22 pour cent des sorties au flux extra-métropolitain. Parmi les mobiles à titre individuel (164 individus), trois individus sur cinq restent dans les limites de la région urbaine où ils ont été localisés en 2000 ; 40 pour cent des sorties sont donc externes à la capitale ghanéenne. Dans les deux cas, le mouvement géographique dirigé vers les autres régions du Ghana est deux fois mieux représenté que le flux d'expatriation vers l'étranger.

Ce suivi à court terme des populations atteste donc d'une réelle prévalence de la mobilité urbaine sur les migrations.<sup>4</sup> Il en va de même lorsque l'on s'appuie sur un passé plus long, et sur les principaux jalons de l'insertion urbaine reconstitués pour tous les membres des ménages. Les effectifs en jeu sont alors plus importants, mais la biographie des séjours antérieurs est incomplète. Individu par individu, l'articulation de flux internes et externes ne s'appuie que sur l'expérience d'au moins un déplacement géographique.

**Table 8.2 : Filières d'insertion dans l'espace résidentiel**

Migration*	Mobilité**	Mouvement***	Individus	Dont changement de logement****
OUI	NON	NON	786	11
OUI	OUI	NON	780	40
NON	NON	NON	629	12
NON	OUI	NON	595	42
OUI	NON	OUI	203	4
NON	NON	OUI	144	0
OUI	OUI	OUI	104	0
NON	OUI	OUI	44	0
<b>Total suivi</b>			<b>3 285</b>	

Source : HPRM, 2000-2001.

\* Vers la Région du Grand Accra, en première entrée ou en flux de retour après une migration nationale ou internationale.

\*\* Vers la zone d'enquête, depuis un autre quartier dans GAR.

\*\*\* Vers la maison d'enquête, depuis une autre maison dans le même quartier d'enquête.

\*\*\*\* Déménagement interne à la maison d'enquête, depuis un autre logement enquêté.

L'expérience de la mobilité interne à la région capitale a concerné une part majoritaire des citadins : 53 pour cent des itinéraires de migrants et 55 pour cent des itinéraires de non-migrants. Dans le détail, le niveau scolaire et le statut professionnel des individus – respectivement de plus de 6 et 12 ans – introduisent le plus de variations sur ces moyennes aux côtés des nuances également apportées par les quartiers d'enquête. À la sur-représentation manifeste du profil « migrant non mobile » parmi les non-scolarisés, s'oppose par exemple la sur-représentation du profil « migrant mobile » parmi les citadins redevables des cursus scolaires les plus avancés. L'immobilité résidentielle (profil « non migrant, non mobile ») distingue les chômeurs et les apprentis, alors qu'une insertion urbaine plus heurtée valorise au contraire le salariat privé ou public (profil « migrant mobile »).

Certes, il convient de déceler l'incidence de l'âge dans ces discriminations des profils d'insertion urbaine. Comme on l'a vu plus haut, le poids des jeunes introduit deux biais dans l'échantillon : ils sont nés dans la région urbaine en proportion plus forte que leurs parents, d'une part, ce qui réduit la probabilité de migration ; leurs itinéraires renvoient souvent à une mobilité de suivi d'un ménage sans détermination autonome, d'autre part, ce qui n'exclut d'ailleurs pas que les jeunes en cause présentent de fréquents déphasages urbains à l'égard de frères et de sœurs qui relèvent alors des itinéraires d'autres tuteurs familiaux. Il n'en reste pas moins que les variables individuelles les plus structurantes pour la mobilité urbaine, l'âge et le niveau socio-économique, croisent leurs effets avec d'autres variables, contextuelles, et notamment l'impact du lieu de résidence identifié au moment de l'enquête. C'est précisément dans ce sens que l'on conclura ce chapitre à l'appui de mesures longitudinales plus complètes et plus rigoureusement discriminées.

Les seuls adultes interrogés sur la totalité de leurs lieux de vie successifs confirment en effet l'importance des étapes internes au Grand Accra. La moitié des 5 144 séjours reconstitués depuis l'étape de naissance des individus y prennent place avant le déménagement vers la zone d'enquête, contre 46 pour cent des résidences localisées dans les autres régions ghanéennes et 4 pour cent à l'étranger.

### *Centres et périphéries urbaines : inégaux effets de proximité dans un espace métropolitain compartimenté*

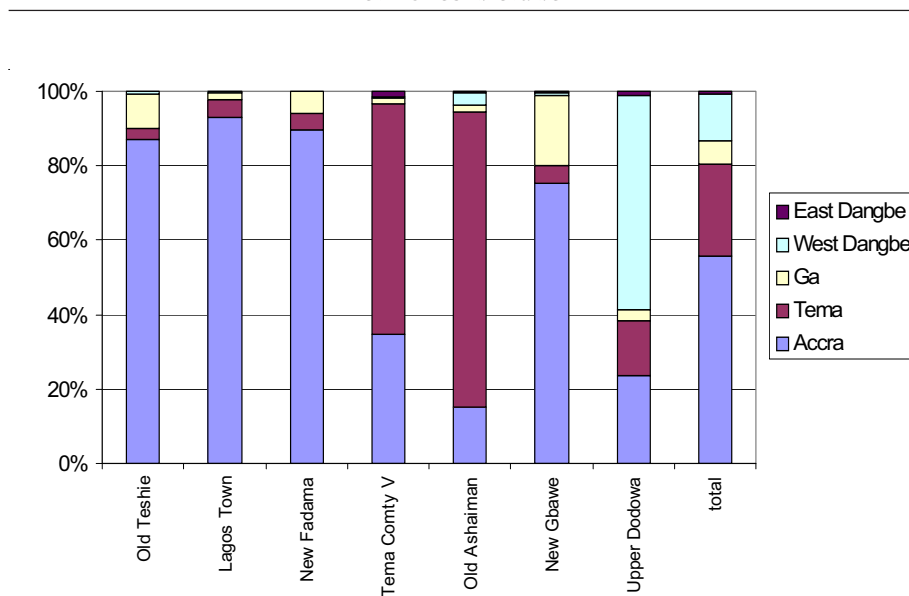
#### *Biographies résidentielles*

Le suivi longitudinal de ces adultes rend lisible l'orientation géographique précise de la mobilité urbaine. Les lieux des séjours antérieurs à l'enquête sont ainsi croisés avec les zones d'enquête elles-mêmes, c'est-à-dire le terme « tronqué » des biographies résidentielles. On recherche alors les logiques spatiales mettant les contextes locaux plus particulièrement étudiés dans la métropole avec d'autres zones de départ ou d'étape.

Saisis d'abord dans un *binterland* migratoire large, les déplacements nationaux et internationaux des individus ne particularisent guère les zones d'enquête entre elles. Les deux secteurs étudiés dans le District de Tema sur-présentent certes légèrement les séjours localisés dans l'intérieur du Ghana au détriment de la région capitale, mais

la nuance est peu sensible. C'est davantage le recul biographique donné par les seules 2 586 étapes intra-métropolitaines qui dévoile des cheminements réellement orientés.

**Figure 8.2 : District des étapes résidentielles dans le Grand Accra et zones d'étude**



Source : HPRM, 2000-2001.

Le croisement des lieux d'enquête avec ces lieux de séjours antérieurs se révèle ainsi riche d'enseignement dans l'espace métropolitain. Le rôle redistributeur de la ville-centre de l'agglomération est d'abord confirmé non seulement vers ses propres quartiers (les trois premières zones d'étude), mais aussi plus loin dans l'agglomération et vers les marges rurales de la région. La centralité majeure du District d'Accra est ainsi mise en évidence. Elle fonde un mouvement centrifuge d'ensemble à l'échelle de la métropole. Elle est en outre décisive pour le croît démographique particulier de New Gbawe, la banlieue la plus proche dans le District Ga voisin.

Le District de Tema ressort également du tableau des mobilités comme un centre émetteur secondaire : non seulement pour les quartiers de la ville nouvelle mais aussi pour d'autres communautés plus septentrionales. Ces étapes jouent particulièrement vers Ashaiman, mais aussi de manière non négligeable vers Dodowa au nord du Grand Accra. Depuis la côte, la polarisation économique et la redistribution résidentielle ici en jeu apparaissent plus circonscrites à l'échelle des districts orientaux de la région capitale. Au total, l'effet de centralité se manifeste à « géométrie variable » sur le peuplement des périphéries urbaines, selon que l'on considère le foyer principal de la ville ou des pivots secondaires dans l'agglomération.

Le lien entre le district des zones d'enquête et le district des logements antérieurement occupés est enfin manifeste dans chacune des sept zones d'enquête. Il ne caractérise donc pas particulièrement les marges de l'agglomération mais apparaît très bien illustré dans la zone de Dodowa. Même celle de New Gbawe, qui comme plus généralement l'ouest du District Ga accueille le front d'étalement urbain le plus dynamique au contact immédiat d'Accra, fait apparaître une mobilité résidentielle interne au district. Celui-ci totalise près d'une étape sur cinq des itinéraires convergeant vers la zone d'étude.

L'hypothèse d'un effet de proximité géographique orientant le mouvement urbain va toutefois au-delà de la simple « homologie » de district. Elle se précise en effet au niveau plus fin d'analyse des quelque 260 quartiers et localités inventoriés comme étapes dans la région métropolitaine. En ne sélectionnant que les lieux les plus fréquemment cités, nous élargissons le croisement des zones d'étude avec ces étapes et leur environnement proche : on retient par exemple le quartier d'Accra New Town plutôt que le seul secteur de Lagos Town qui en est l'un des constituants, la ville d'Ashaiman plutôt que ses seuls quartiers méridionaux, le tandem Gbawe/New Gbawe plutôt que les seuls morcellements récents du domaine coutumier, etc. « L'enveloppe urbaine » ainsi considérée prend en compte des agrégats de banlieue déjà composites.

**Table 8.3 : Étapes résidentielles les plus fréquemment citées dans le Grand Accra et zones d'étude**

Étapes résidentielles*	Old Teshie	Lagos Town	New Fadama	Tema/ComtyV	Old Ashaiman	New Gbawe	Upper Dodowa	Total
Teshie	272	1	11	13	0	4	6	307
Accra New Town	0	216	3	6	1	8	1	235
New Fadama	0	0	222	0	0	0	0	222
Tema	1	3	8	376	20	13	41	462
Ashaiman	0	4	1	7	226	1	15	254
Gbawe/New Gbawe	0	0	0	0	0	243	0	243
Dodowa	0	0	0	2	1	2	376	381
<b>Total</b>	<b>273</b>	<b>224</b>	<b>245</b>	<b>404</b>	<b>248</b>	<b>271</b>	<b>439</b>	<b>2104</b>

Source : HPRM, 2000-2001.

\* Hors lieux d'enquête : seuls les séjours précédents sont pris en considération dans l'analyse spatiale des itinéraires.

À cette échelle d'observation désormais interne aux districts, l'environnement proche se révèle décisif pour la familiarisation que les individus entretiennent avec l'espace métropolitain. Aucune des zones d'enquête ne déroge à la diagonale du tableau croisé, c'est-à-dire à l'orientation des déménagements par un effet de proximité. Tout se passe donc comme si la mobilité métropolitaine procédait par bonds en séries mais chacun de courte portée géographique, en déplaçant les citadins préférentiellement au sein d'un même district, d'une même localité, d'un même domaine foncier voire d'un même quartier. Lorsqu'un déménagement se profile, le

recours au voisinage ou au réseau social constitué à la faveur d'un séjour plus long ou plus riche d'opportunités urbaines s'impose en effet pour décider de l'étape suivante, du prochain bailleur locatif ou de l'expérience immobilière à venir. À cet égard, la ville nouvelle de Tema semble le mieux redistribuer les citadins qui y ont transité vers plusieurs « compartiments » périurbains de la métropole.

#### *Déménagements à court terme*

Les sorties des ménages et des individus de l'échantillon confirment cette organisation en « sauts de puce » de la mobilité résidentielle. Le suivi des maisons visitées et de leurs habitants à un an d'intervalle lève d'ailleurs le doute sur les défaillances de la mémoire que pourraient rencontrer les individus à l'égard de phases trop anciennes de résidence. Certes, les destinations en 2001 ne sont pas connues directement auprès des personnes concernées par la mobilité sortante ; la géographie des déménagements découle plutôt des informations données par des tiers : les membres des ménages restés sur place après 2000, des voisins, d'autres ménages cohabitant dans les maisonnées d'enquête, etc. ; mais seulement 13 pour cent des sorties n'ont pu être informées quant au lieu de destination.

**Table 8.4 : Mobilité des sortants : 2000-2001**

Destination des sortants	Ménages	Individus
District d'Accra	8	41
Dont résidents District d'Accra (Teshie, Lagos Town, New Fadama) en 2000	7	27
Lien Teshie vers Teshie		13 sur 14
Lien Lagos Town vers Lagos Town/Nima		5 sur 8
Lien New Fadama vers Accra-North		3 sur 5
District de Tema	14	24
Dont résidents District de Tema (Tema ville, Ashaiman) en 2000	14	24
Lien Tema ville vers Tema ville	3 sur 3	9 sur 13
Lien Ashaiman vers Ashaiman	9 sur 11	11 sur 11
District Ga	13	22
Dont résidents District Ga (New Gbawe) en 2000	8	19
Lien New Gbawe vers New Gbawe/Gbawe/Malam	6 sur 8	11 sur 11
Districts Dangbe Ouest (et Est)	7	12
Dont résidents District Dangbe Ouest (Dodowa) en 2000	6	9
Lien Dodowa vers Dodowa		6 sur 9
<b>Total Région du Grand Accra</b>	<b>42</b>	<b>99</b>
Autres Régions Ghana	8	43
Lien New Gbawe vers Central Region (région frontalière)	2 sur 2	
Lien Dodowa vers Eastern Region (région frontalière)	4 sur 4	
Étranger	4	22
(Lien Lagos Town) vers Afrique de l'Ouest musulmane	2 sur 2	2
Lien classes moyennes (Tema, New Gbawe) vers pays du Nord	2 sur 2	15 sur 19
<b>Total hors Région du Grand Accra</b>	<b>12</b>	<b>65</b>
<b>Total sortants localisés</b>	<b>54</b>	<b>164</b>

Source : HPRM, 2000-2001.

C'est bien la région capitale qui reçoit le plus gros du flux que les maisons d'enquête ont émis hors d'elles-mêmes. Par la part relativement modeste du District métropolitain au profit des districts de banlieue et de marge rurale, le mouvement apparaît de nouveau globalement centrifuge. La population déjà citadine continue de se redistribuer des zones les plus denses vers les secteurs plus récemment urbanisés. Mais au sein du flux d'ensemble, les zones de résidence assurent le plus gros des mouvements orientés vers... elles-mêmes ou vers leur environnement immédiat.

De nouveau, se dessinent des déplacements de courte portée géographique. Comme si encore la recomposition élargie du Grand Accra vers ses périphéries ne procédait que par à-coups en séries mais de faibles amplitudes spatiales. Le lien tissé globalement entre les centres métropolitains (les bassins d'emplois d'Accra et de Tema) et leurs périphéries n'exclut pas des logiques contextuelles plus fines, une articulation plus circonstanciée entre lieux de « départ » et points d'« arrivée » des flux annuels.

Ces effets de proximité manifestent surtout la familiarité fragmentée que les habitants engagent avec une métropole compartimentée non seulement dans les trois « cercles » qui la composent (noyau urbain, banlieues, périphéries encore rurales), mais aussi de manière interne aux districts. En cela, le bourgeolement résidentiel à l'œuvre à New Gbawe et Dodowa (y compris vers les régions voisines de l'Ouest – Central Region – et du Nord – Eastern Region –), ne fait que prolonger une tendance déjà manifeste, depuis les années 1960, depuis les « centres émetteurs » que constituent les villes d'Accra et de Tema. De même que s'allonge le rayon des navettes domicile-travail, l'aire d'influence de la métropole vers une interface rural/urbain toujours plus lointaine s'élargit. Mais les circonstances de détail et les orientations précises de ces flux restent largement le produit d'une donne locale. Ce sont ces effets particuliers, et leurs interférences sur un jeu de variables individuelles, que l'on tente à présent de mesurer de manière systématique.<sup>5</sup>

## Variations individuelles de la mobilité résidentielle

### *Traitement statistique des biographies résidentielles*

Comme on l'a vu, le mode de sélection non aléatoire des adultes enquêtés pour leurs trajectoires résidentielles ne permet pas de prétendre à une généralisation des résultats à l'ensemble de la métropole. Plusieurs précautions ont néanmoins été prises pour traiter ces données en grappes. En effet, le choix de ménages voisins au sein d'un même quartier suscite une ressemblance qui casse l'hypothèse d'indépendance des observations. L'homogénéité des séjours résidentiels d'un même individu a de même été prise en compte par des estimateurs robustes de la variance donnant les intervalles de confiance corrects. Ces deux particularités nous conduisent à introduire une composante aléatoire dans les modèles de durée utilisés pour l'analyse de la mobilité individuelle, connue sous le terme anglais de *frailty* (Shih et Louis 1995). En d'autres termes, l'analyse de cas particuliers du peuplement urbain impliquait de recourir à des méthodes multiniveaux de modélisation des séjours reconstitués pour le sous-échantillon d'adultes (Hougaard 2000).

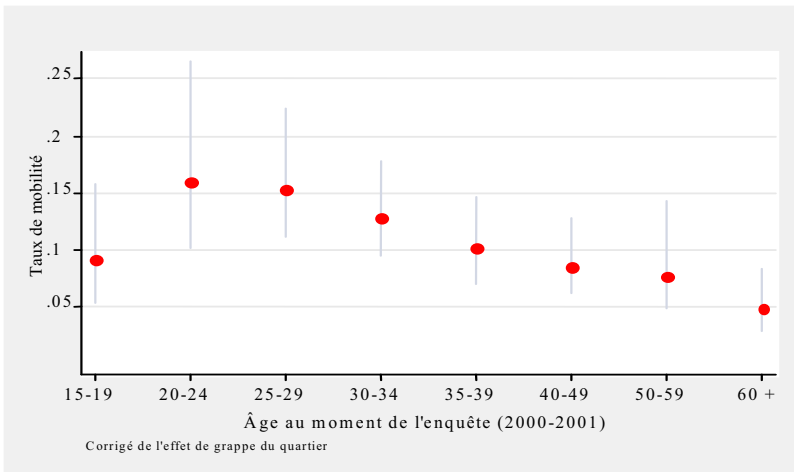
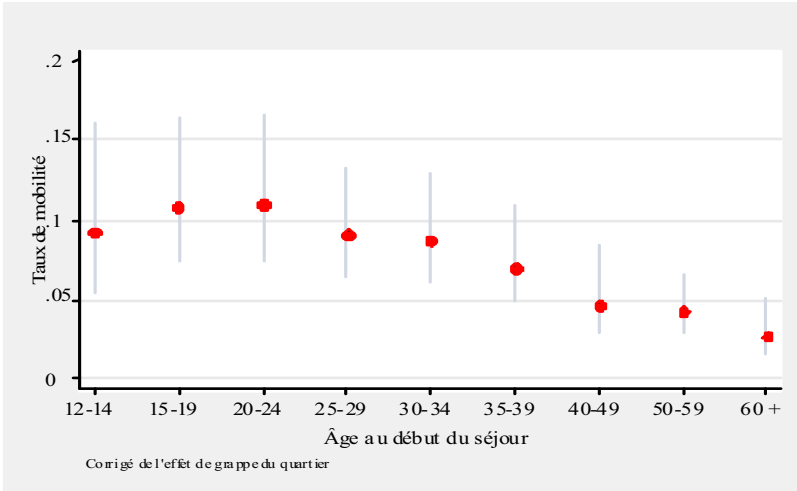
Les variations de durée des étapes résidentielles sont rapportées aux caractéristiques des individus enquêtés, à celles de leur ménage et de l'habitat occupé en 2000-2001. Mais parce qu'elle remonte à la naissance, la trajectoire débute par un ou plusieurs séjours chez des parents. La durée de ces étapes initiales est anormalement longue ; elle reflète moins les décisions de l'individu que celles du ménage qui l'accueille. La mobilité des enfants est notamment atypique et ne se conforme pas à l'hypothèse statistique des risques proportionnels que requiert l'application des modèles de Cox. L'analyse n'a donc retenu que les déplacements commencés à l'âge d'une possible activité économique, soit à partir de 12 ans. Pour des raisons similaires, les déplacements effectués hors de la région capitale ont été écartés parce qu'ils renvoyaient souvent aux étapes de jeunesse des migrants avant leur arrivée dans la Région du Grand Accra. Les mesures du risque de mobilité ne s'appliquent donc qu'aux déménagements internes à l'espace métropolitain, soit environ la moitié des 6 477 séjours informés.

La prise en compte des lieux d'enquête nous interroge pour sa part sur la cohérence locale des pratiques résidentielles. L'intérêt de l'analyse statistique réside ici dans la comparaison des sept environnements urbains retenus comme étant significatifs de la composition métropolitaine. L'association des deux approches statistiques – la définition d'un modèle général et son application à des cas localisés – permet surtout de séparer les effets de contexte et l'impact de variables génériques qui opèrent dans tous les lieux selon les mêmes logiques. On peut ainsi faire l'hypothèse, vérifiée dans de nombreuses études, que la mobilité varie selon le cycle de vie des individus et selon leur sexe. Mais son ampleur risque d'être modulée selon l'histoire du quartier et son peuplement. Le type d'habitat risque également d'apparaître spécifique au lieu habité ; son incidence sur la mobilité serait donc abusivement généralisée par un modèle statistique que l'on négligerait de contextualiser. On dégagera donc d'abord de l'analyse biographique les variations de la mobilité résidentielle dans le Grand Accra. Celles-ci serviront de référence pour l'analyse contextuelle qui sera menée dans la partie finale.

### *Portrait-type des séjours les plus courts et des risques les plus élevés de déménagement*

Le déroulement chronologique de la mobilité s'inscrit dans une double temporalité, individuelle et historique, que l'enquête tente de mesurer par une batterie de variables : l'âge au déménagement, l'âge au moment de l'enquête, la date d'arrivée dans la région métropolitaine et celle du déplacement, que l'on complète avec le motif du changement résidentiel. L'effet du cycle de vie est le mieux dessiné. Il s'observe dans tous les quartiers selon un profil que l'on pourrait qualifier d'universel : les déménagements augmentent jusqu'à 25 ans environ, ce qui coïncide avec la recherche d'un emploi et d'un logement, l'établissement d'un ménage indépendant. Par la suite, leur fréquence décroît régulièrement.

**Figures 8.3 et 8.4 : Mobilité selon l'âge au début du séjour et au moment de l'enquête**



Les trajectoires établissent en outre clairement l'effet de génération : entre un taux maximum de mobilité de 17 pour cent pour les individus qui ont 20-24 ans en 2000 et le minimum de 5 pour cent pour les plus de 60 ans, la baisse est régulière. Certes, toute la vie des générations anciennes est résumée dans cette valeur qui tient notamment compte de leur stabilisation progressive, due à l'âge, en fin de cycle de vie. Il n'en reste pas moins qu'à âge égal les nouvelles générations sont plus mobiles que les anciennes, ce qui traduit une croissance historique de la mobilité résidentielle.



L'augmentation est peut-être aussi due à l'oubli des premiers séjours des générations anciennes. À ce doute s'ajoute un artéfact de l'observation : l'enquête interrompt les derniers séjours informés, que l'on qualifie de « tronqués ». De ce fait, il est impossible de trouver chez les jeunes générations des résidences stabilisées de plusieurs décennies, ce qui contribue à augmenter artificiellement notre perception de leur mobilité.

**Table 8.5 : Variations de la mobilité résidentielle**

Variables et modalités	Taux de mobilité*	Variables et modalités	Taux de mobilité*
<i>Raison du déménagement</i>		<i>Niveau d'étude</i>	
retour en famille, au village	5,3	école arabe, coranique	4,0
suiwi du mari	5,9	non scolarisé	4,1
Logement	6,6	école primaire	8,3
suiwi d'un tuteur, parent	12,8	secondaire junior	9,1
travail, emploi	14,0	enseignement technique	11,0
solarisation	20,7	enseignement professionnel	12,0
<i>District du lieu de séjour</i>		secondaire senior	12,7
Accra Metropolis	8,5	post-secondaire	13,0
Tema	8,6	université	14,9
Dangbe Ouest/Est	10,7	<i>Statut professionnel</i>	
Ga	10,8	retraité	5,8
<i>Type d'habitation</i>		chômeur	7,7
cour	7,6	étudiant	7,7
maison individuelle	11,6	indépendant avec employé	8,0
appartement	12,0	indépendant sans employé	8,7
<i>Statut d'occupation du logement</i>		apprenti	9,6
usufruitier ou hébergé	6,2	salarié secteur privé	10,3
propriétaire individualisé	8,1	travailleur familial	10,3
locataire	10,0	salarié secteur public	11,8
<i>Statut matrimonial</i>		<i>Groupe ethnique</i>	
veuf	4,6	autres origines ouest-africaines	4,9
séparé	6,9	ressortissants du Nord-Ghana	7,1
marié	9,1	Ga-Adangbe (région capitale)	7,8
divorcé	10,7	Ewe	9,3
célibataire	12,6	Akan	10,8
<i>Groupe religieux</i>		<i>Zone d'enquête</i>	
divers traditionnels	2,9	Old Teshie	2,9
musulmans	5,5	Lagos Town	4,4
catholiques	7,9	Old Ashaiman	5,9
protestants orthodoxes	9,1	New Fadama	9,1
pentecôtistes et charismatiques	10,8	Tema Community V	12,0
sans église	11,5	New Gbawe	13,2
<i>Sexe</i>		Upper Dodowa	13,4
femmes	8,3		
hommes	9,5		
<b>Total</b>		<b>8,9</b>	

Source : HPRM, 2000-2001

\* Pourcentage annuel de déménagements dans le corpus des biographies résidentielles.

Cette tendance à la hausse est néanmoins confirmée par deux autres mesures de l'enquête qui s'adosent au déroulement du temps historique. La mobilité résidentielle s'intensifie en effet pour ceux qui sont le plus récemment arrivés dans la région capitale : le taux annuel de déménagements est de 5 pour cent pour les personnes présentes avant 1960 ; il atteint 15 pour cent pour celles qui s'installent dans les années 1990. En s'étendant et en saturant ses espaces les plus anciennement urbanisés, la ville rend plus difficile l'ancrage territorial des derniers arrivés.

Parmi l'ensemble des variables examinées, les conditions de séjour dans la Région du Grand Accra déterminent une deuxième série de discriminants de la mobilité. Les lieux d'étape résidentielle, regroupés par district, infléchissent très clairement les temps de séjour et le risque de déménagement : les districts d'Accra et de Tema, les premiers urbanisés, tendent à mieux fixer les résidents qui y transitent ; le District Ga, plus récemment urbanisé vers l'ouest de la région, et la périphérie Dangbe, encore rurale au Nord et à l'Est, accueillent des individus moins sédentaires. L'effet de marge régionale est patent dans cette agitation plus grande. Il découle de la structuration semi-concentrique de l'agglomération depuis la côte qui rend la périphérie plus turbulente que le vieux centre urbain. On l'a vu toutefois ; l'échelle du district se révèle encore trop grossière à l'égard de nuances plus fines à l'échelle des quartiers habités successivement.

Le type d'habitation ajoute sa part d'influence mais en rapport avec la sociologie de ses habitants.<sup>6</sup> La variable est de plus mesurée au seul moment de l'enquête, non à chaque séjour. La mobilité se situe à un niveau identique de 12 pour cent de déménagements annuels dans les parcs les plus récents, tandis qu'elle ne dépasse pas 8 pour cent dans les cours. Cette relative fixation résidentielle caractérise en fait la masse des résidents qui n'ont pas été scolarisés ou qui n'ont fréquenté que l'école coranique, relevant dans ces conditions de processus de capture sociale et territoriale. En revanche, le fait de vivre en cour ne réduit pas la mobilité des scolarisés dont le capital professionnel motive sans doute une part des déménagements et peut leur permettre, à terme, de s'affranchir d'un bâti peu valorisant. Également saisi en 2000-2001, le statut d'occupation du logement confirme partiellement cet effet stabilisant des cours : les propriétaires et les locataires ont connu des séjours sensiblement moins durables que les usufruitiers qui apparaissent immobilisés par le bénéfice d'héritages immobiliers. La mobilité de ces ayants droit est plus souvent motivée par le retour vers la famille ou dans les communautés d'origine dans lesquelles ils font généralement prévaloir des droits sur la terre. De tels patrimoines familiaux jouent ainsi le rôle de refuge résidentiel pour les plus démunis ou les victimes de mauvaises passes professionnelles ou conjugales.

D'autres variables ont des effets plus nuancés ou entrecroisés sur la mobilité. Les hommes déménagent significativement plus que les femmes, selon un risque annuel accru de 12 pour cent. Cette différence sort renforcée du contrôle de l'âge ou de la génération ; mais elle disparaît à éducation égale ou si elle est conditionnée au statut professionnel. La sur-mobilité masculine ne se vérifie d'ailleurs pas dans la zone d'étude de Dodowa.

Également saisi au moment de l'enquête, le statut matrimonial dépend de la position des individus dans le cycle de vie, ce qui explique les séjours résidentiels plus courts des célibataires ; mais, à âge égal, les différences s'atténuent, voire s'inversent. Par exemple, le veuvage prolongé implique souvent un retour en famille et une nouvelle étape résidentielle. Plus inattendue est la différence entre « divorcés » et « séparés », ces derniers étant moins mobiles. Les deux ruptures d'union conjugale se différencient par le fait que les divorcés avaient enregistré leur mariage à l'état civil, tandis que les séparés sont « dé-mariés » comme ils ont été mariés : par le seul accord coutumier des conseils de leurs familles respectives. Or, la différence de procédure renvoie à des différences socio-économiques : la séparation concerne les citadins de niveaux modestes ; elle est typique des populations autochtones de Teshie et de Dodowa.

Avec le niveau d'étude, qui signale les appartenances économiques, on retrouve une discrimination forte et peu ambiguë du point de vue statistique : la mobilité progresse de concert avec la durée de la scolarisation et le niveau de la formation. Entre le taux le plus bas, lié à la fréquentation de l'école coranique qui se place au même niveau que l'absence d'études, et la mobilité marquée des individus ayant fréquenté l'université, s'échelonnent les valeurs croissantes de l'école primaire, du cycle secondaire junior, puis des formations techniques, professionnelles et secondaires avancées. La régularité et l'ampleur de la graduation sont plus convaincantes que les intervalles de confiance permis par l'échantillon. Certes, les générations et les professions ne sont pas égales face à la scolarisation ; mais le fait d'introduire ces caractéristiques dans le modèle ne change pas la discrimination due à la formation qui reste un bon marqueur économique des individus et de leurs pratiques résidentielles.

Le statut professionnel interfère davantage avec des spécificités démographiques ou sociales (la jeunesse des apprentis, l'âge avancé des retraités, etc.) ; son effet sur la mobilité n'est pas aussi précis que celui des études. Notons pourtant que les salariés du secteur public sont les plus mobiles, mais de peu par rapport aux salariés du secteur privé. Sans doute plus instables dans leurs activités et ressources, les actifs indépendants et les chômeurs composent un second groupe de valeurs en retrait.

Enfin, deux variables socioculturelles ont été introduites dans l'appréciation de la mobilité au regard des enjeux politiques et cognitifs qu'implique la recomposition des identités citadines africaines.<sup>7</sup> Le classement des cinq groupes d'appartenance ethnique manifeste certes des contrastes, mais les intervalles de confiance se chevauchent ; les différences s'atténuent si l'on tient compte de la relative spécialisation ethnique des quartiers d'enquête. Ce classement agrège par ailleurs les autochtones ga et shaï (qui relèvent du même groupe linguistique ga-adangbe), et par conséquent ne distingue pas les mobilités respectives des ressortissants du sud et du nord de la région capitale. L'installation des migrants, notamment depuis la moitié méridionale du pays (Akan et Ewe), se heurte, quant à elle, à des exigences locatives renforcées et aux difficultés de l'accès au sol.

L'analyse de la religion ne va pas non plus de soi. Regroupements et comparaisons sont incertains du fait du grand nombre d'églises, qu'il est difficile de classer dans l'ensemble des obédiences orthodoxes et dans la nébuleuse pentecôtiste, que comptent

le Ghana et sa capitale. Les positions ethniques et éducatives interfèrent en outre avec certaines confessions : l'islam a la préférence des ressortissants du Nord-Ghana, les protestants disposent souvent d'un meilleur niveau d'étude. Les adeptes du vaste mouvement charismatique s'avèrent certes les plus mobiles, mais une fois encore ces contrastes s'atténuent quand, à l'aide du modèle de Cox, se contrôle l'inégale scolarisation des groupes religieux et leur relative concentration dans certains voisinages étudiés.

### *Vers un modèle de synthèse*

L'analyse préliminaire des variables identifie les discriminations de la mobilité, mais reconnaît en même temps les limites de l'échantillonnage des trajectoires résidentielles. Un modèle général de la variation des durées de séjour dans la métropole convaincra donc mal du fait de l'homogénéité de petits îlots urbains enquêtés de manière exhaustive. En dépit de ces restrictions, un schéma de synthèse sert à dresser le profil des personnes les plus mobiles et devient notre référence pour l'analyse de chaque quartier. On retient donc de l'analyse précédente les effets les moins ambigus et les moins spécifiques à telle ou telle partie de la ville. De possibles co-variations des facteurs sont décelées par leur introduction progressive selon un ordre raisonné. Le calcul des intervalles de confiance tient compte de l'homogénéité des observations localisées. Les facteurs les plus universels sont analysés en premier : l'âge en début de séjour, qui réfère au cycle de vie ; puis l'ancienneté des générations, qui introduit le temps historique et le caractère tronqué des itinéraires. Le facteur du sexe est écarté car la discrimination qui lui est associée traduit surtout des inégalités socio-économiques entre les hommes et les femmes, inégalités qui sont mieux associées au niveau scolaire des individus. Le type d'habitat et le statut d'occupation du logement sont enfin les deux critères décisifs de la mobilité résidentielle ; ils sont évalués une fois les facteurs précédents introduits.

**Table 8.6 : Modèle synthétique de la variation de la mobilité résidentielle**

Effets	Modèle 1	Modèle 2	Modèle 3	Modèle 4	Modèle 5
Cycle de vie	0.88*	0.91*	0.90*	0.90*	0.90*
Génération		0.89*	0.91*	0.92*	0.92*
Cycle primaire/ secondaire junior <i>versus</i> non scolarisé			1.41*	1.42*	1.40*
Cycle secondaire/ supérieur <i>versus</i> non scolarisé			1.74*	1.76*	1.71*
Habitat de cour <i>versus</i> appartement/ maison individualisée				1.07	1.08
Usufruit <i>versus</i> propriétaire/locataire					0.72*

Source : HPRM, 2000-2001

\* Significatifs à 1 pour cent.

Le cycle de vie et l'effet du temps historique sont tous deux observés par groupe de cinq années. Le risque d'un déménagement est réduit de 10 pour cent à chaque tranche d'âge, au fur et à mesure du vieillissement ; la comparaison des générations est faite à âge égal.

Deux variables de contrôle se rapportent ensuite au capital scolaire et en simplifient l'effet selon trois modalités. La modalité de référence du niveau d'étude est l'absence de scolarisation ; des études limitées au cycle primaire ou au cycle secondaire junior haussent la mobilité de 40 pour cent ; une formation secondaire avancée ou universitaire l'augmente de 70 pour cent. À la suite d'un investissement d'origine coloniale non démenti dans l'histoire ghanéenne, l'école reste révélatrice d'une ascension sociale vers les classes moyennes, avec les caractéristiques professionnelles, religieuses, voire ethniques, qui lui sont associées. Ces dernières tendent effectivement à s'effacer quand le modèle contrôle l'éducation.

L'habitat de cour est ensuite comparé aux appartements ou aux maisons indépendantes. On pensait qu'il influençait la mobilité résidentielle. C'était avant d'introduire le terme aléatoire mesurant pour cette caractéristique la ressemblance des individus au sein d'un même quartier. De fait, l'habitat de cour est exclusif dans certaines zones d'étude et absent à Tema Community V. Considérant cette spécialisation, le fait d'habiter dans une cour n'exerce pas d'influence probante sur la mobilité, toutes choses égales (âge, génération, éducation) par ailleurs.

Enfin, l'influence stabilisante du statut d'usufuitier (une mobilité réduite de près de 30 %) est confirmée par rapport aux deux autres modes d'occupation des logements que sont la propriété individualisée et la location.

Notre modèle est donc délibérément parcimonieux et s'en tient à des résultats garantis facteur par facteur. Les variables retenues conservent le sens et l'ampleur de leur influence au fur à mesure que de nouvelles caractéristiques sont introduites. Cela traduit leur indépendance les unes par rapport aux autres, et par conséquent leur valeur explicative propre. Mais il manque à ce modèle la dimension territoriale. De fait, le lieu d'enquête rend compte des variations les plus grandes de la mobilité et la localisation des individus dans la ville se révèle fort discriminante. La caractérisation géographique des citadins fera ainsi l'objet de la partie suivante : l'apport d'investigations empiriques fines, menées au niveau des secteurs de voisinage, se manifeste non seulement dans les niveaux de la mobilité, mais encore dans les variations de son modèle.

### **Sept quartiers, un gradient de la mobilité métropolitaine**

En se déplaçant d'un quartier à l'autre, l'analyse biographique tient compte du caractère fragmenté du Grand Accra. Ce changement d'échelle, depuis l'ensemble métropolitain jusqu'aux zones d'observation des grappes résidentielles, a pour but d'isoler l'effet contextuel du lieu. Celui-ci se traduit d'une part dans l'intensité de la mobilité, d'autre part dans ses déterminants.

Pour ce faire, chacune des sept zones d'enquête est décrite à la fois selon un mode monographique et selon les termes statistiques du schéma de synthèse discuté

précédemment. Celui-ci est appliqué en deux étapes : une procédure automatique de recherche du meilleur modèle identifie d'abord les facteurs qui contribuent le plus à la variation des temps de séjour parmi la population localisée ; ce premier traitement utilise une formulation semi-paramétrique des modèles de durée et calcule des estimateurs robustes tenant compte de la multiplicité des séjours par individu. Puis, on procède à la révision empirique des principaux facteurs de variation de la mobilité pour chaque quartier, démarche qui associe des formulations non paramétriques. Procéder de la sorte permet de comparer des quartiers qui présentent des niveaux très contrastés de mobilité résidentielle : certaines variables discriminantes n'agissent pas partout ; certains lieux échappent à la discrimination attendue et la mobilité résidentielle y reste amplement indéterminée. Dans d'autres cas enfin, toujours pour des raisons locales, elle n'apparaît pas suffisante pour se prêter à une rationalité mesurable.

Les sept zones d'enquête seront examinées selon l'ordre de mobilité croissante qu'elles présentent dans le tableau des mesures:<sup>8</sup> de moins de 3 pour cent à Old Teshie à près de 14 pour cent à Dodowa. La comparaison des quartiers vise d'abord à comprendre une telle diversité. Ce gradient suggérerait une interprétation en termes de distance et d'accessibilité par rapport au cœur historique de la ville si Ashaiman, banlieue populaire liée au brassage migratoire du District de Tema, n'apparaissait pas comme une zone peu concernée par la mobilité. Le lien entre éloignement et ancienneté de l'urbanisation est d'ailleurs souvent nuancé dans l'espace régional. Les occupants de New Gbawe, nouveau front de croissance périphérique depuis la fin des années 1980, accusent une agitation résidentielle plus marquée que ceux de Tema Community V, laquelle est pourtant plus éloignée de la ville d'Accra et liée au bassin d'emploi industrialo-portuaire relativement indépendant de Tema. « Communauté indigène » par excellence, l'ancien village de pêcheurs d'Old Teshie n'est pas rigoureusement assimilable à un « centre », qui serait historiquement et économiquement mieux incarné par d'autres quartiers de peuplement ga d'Accra Central ; son foyer de peuplement côtier n'a guère été remanié par l'influence coloniale et ne s'ouvre que depuis vingt ans aux pressions immobilières de l'agglomération.

L'opposition des pauvres et des classes moyennes convient-elle mieux à la description du gradient de mobilité ? Qu'ils soient de peuplement autochtone (Old Teshie) ou voués à l'accueil des différentes strates de migrants (Lagos Town depuis l'entre-deux-guerres, Ashaiman une génération plus tard), qu'ils soient liés aux zones d'emploi salarié (Lagos Town au péricentre d'Accra, Ashaiman en arrière du port de Tema) ou qu'ils accueillent des populations « conjoncturées » par le chômage, repliées depuis les années 1980 sur les activités informelles qui accompagnent les fortes densités locales, les trois secteurs d'étude les moins propices à la mobilité résidentielle sont assurément des quartiers déshérités. Les questionnaires et les représentants politiques de leurs districts respectifs les classent d'ailleurs comme tels, usant de « labels de pauvreté » pour s'engager dans la course aux subsides internationaux du développement urbain (Bertrand 2002). Les espaces de voisinage étudiés sont particulièrement sous-équipés. Les surcharges résidentielles sont liées au maintien

des usufruitiers les plus pauvres dans les maisons familiales héritées. Les rapports locatifs se dégradent entre une main-d'œuvre peu qualifiée et des bailleurs guère mieux dotés en capital scolaire.

Un seuil de mobilité est franchi avec New Fadama, une zone d'étude située à bien des égards dans la moyenne de l'enquête. La présence de quelques maisons indépendantes aux côtés des cours, un bâti né d'une urbanisation plus récente dans la foulée de l'indépendance ghanéenne, un accès mieux assuré à l'eau, aux sanitaires et aux autres équipements de proximité, offrent des repères visuels à ce caractère « moyen » au nord d'Accra-ville. Il se manifeste aussi dans les trajectoires résidentielles des populations antérieurement à leur arrivée dans le quartier, depuis les îlots plus denses du centre ou depuis l'intérieur du pays. Mais ce sont surtout les parcs immobiliers plus modernes et les logements mieux individualisés de Tema Community V et de New Gbawe qui signalent la présence des classes moyennes de la métropole et en indiquent l'habitat de prédilection, au moins pour un moment.

À cette opposition socio-économique majeure, il faut apporter une nuance : les mobilités remarquables de Dodowa, en marge de la région capitale, affectent une population plutôt pauvre dans l'ensemble. Celle-ci recherche la sécurité des patrimoines en usufruit, la proximité des zones de culture ou les bas loyers d'un parc de cours modeste mais affichant de réelles disponibilités. Du fait de sa position, la zone d'enquête réintroduit le critère de la distance au centre, désormais à l'échelle régionale, avec la particularité que cette « communauté indigène », de peuplement shaï, se situe à l'extrême inverse d'une autre, Teshie en milieu côtier ga, dans le gradient des mobilités.

### *Une sédentarité de précarité*

Les habitants de Old Teshie sont les plus « sédentaires » : la moitié des gens n'aura pas déménagé après vingt-cinq ans passés dans la même résidence. Le déroulement des risques de déménagement est étonnamment régulier dans le temps biographique quand partout ailleurs il augmente fortement les premières années de la vie pour diminuer ensuite progressivement. Les générations ne se différencient pas non plus de manière nette contrairement à la plupart des autres quartiers. Une seule exception forte existe pour la génération des 20-24 ans au moment de l'enquête, ce qui pourrait traduire une rupture récente de l'inertie résidentielle. Les itinéraires se réalisent principalement dans le cadre d'un habitat de cour et sont en majorité le fait d'usufruitiers. De fait, les rares locataires du quartier manifestent une mobilité proche de la moyenne métropolitaine.

Trait marquant des habitants de ce vieux site de pêche, la discrimination socio-économique de leur mobilité est faible si l'on en croit l'absence d'incidence de l'école et du statut professionnel. La raison en est probablement la rareté de cette « ressource » qu'est la mobilité : la population de Old Teshie est figée dans des conditions résidentielles dégradées, une éducation rudimentaire et une activité halieutique peu lucrative : capture du poisson pour les hommes, fumage des prises, préparation alimentaire et commercialisation pour les femmes. Déjà très densément occupé et

tributaire d'un niveau sanitaire déplorable, le quartier n'accueille pas volontiers les gens de l'extérieur qui auraient pu contribuer à un certain brassage résidentiel. Au contraire, cette situation économique peu diversifiée a chassé les personnes capables de rompre avec la précarité, et notamment les mieux scolarisées. Pour qu'une différenciation socio-économique se construise, encore faut-il que la mobilité existe au-delà de ce niveau minimal et quasi accidentel.

Le taux observé à Lagos Town est à peine supérieur : au bout de quatorze ans, la moitié de la population a changé au moins une fois de résidence. Le calendrier du cycle de vie devient perceptible mais avec un maximum également réparti sur les groupes avant 25 ans, ce qui n'est pas habituel. Ici encore, les 20-24 ans présentent aujourd'hui une mobilité environ deux fois supérieure à celle de toutes les autres générations au même âge. Est-ce le fruit d'un oubli de la part des générations anciennes, particulièrement peu scolarisées en milieu musulman, ou de l'augmentation des déplacements chez les plus jeunes ? Il est difficile de le dire, mais un tel écart ne se vérifie pas partout ; il pourrait être l'expression d'une mobilité désormais normale pour une population autrefois immobilisée. Cette interprétation en faveur d'un changement historique est corroborée par le fait que les générations anciennes déclarent, ici plus qu'ailleurs, une mobilité réduite. L'attachement des habitants à ce quartier d'immigration ancienne, situé à proximité directe du centre-ville d'Accra, n'est pas incompatible avec la fluidité résidentielle des nouvelles générations. L'ouverture massive des cours à la location manifeste aujourd'hui une réelle transformation des rapports locatifs : aux vieux locataires, captifs de leurs familiarités avec les propriétaires, s'ajoutent de plus jeunes ménages souvent composés de célibataires. Le *turn over* résidentiel de ces derniers s'établit au gré des avances sur loyers qui sont désormais versées pour trois ou quatre ans. Tous les séjours des personnes enquêtées prennent place, en effet, dans un habitat de cour précarisé. Mais contrairement à Old Teshie, les usagers sont ici rendus minoritaires par la diffusion des pratiques locatives dès avant la fin de la colonisation britannique. La mobilité résidentielle des héritiers paupérisés, qui n'ont guère les moyens de s'affranchir d'un cadre de vie dense, est donc proche de celle de nombreux locataires, surtout les plus anciens.

Les musulmans sont très nombreux dans ce quartier du fait d'une immigration ancienne depuis le nord du Ghana et les régions sahéliennes ouest-africaines (Niger et ex-Soudan colonial, Nord-Togo et Nigeria encore aujourd'hui). Comme le quartier voisin de Nima-Mamobi, auquel il est souvent comparé, Lagos Town est donc perçu comme un *zongo* ou « quartier des étrangers » dans les villes ouest-africaines à forte présence haoussa. Cette population cohabite en réalité avec de nombreux Ewe, originaires de la frontière avec le Togo, qui relèvent d'autres obédiences religieuses. Mais les musulmans figurent parmi les habitants les moins disposés à changer de résidence. Ici comme ailleurs, les appartenances religieuses reflètent des écarts de niveau d'études, et leur effet sur la mobilité est atténué quand on contrôle la variable scolaire. Celle-ci reste déterminante dans le modèle statistique le plus parcimonieux, mais elle joue surtout pour le cycle primaire qui prévaut parmi cette population pauvre. Le statut professionnel ne fait enfin guère varier la mobilité.



Le surcroît d'agitation résidentielle observé depuis Lagos Town par rapport à Old Teshie est donc probablement à mettre au crédit de locataires qui deviennent majoritaires, bien que l'histoire des courées locales n'ait pas fait disparaître le modèle paternaliste de stabilisation des « étrangers » chez leurs « tuteurs » urbains. L'accueil locatif de nouvelles générations citadines est certainement dû à la localisation stratégique du quartier dans l'organisation des transports urbains, même si l'îlot enquêté n'est lui-même pas accessible autrement qu'à pied. Le supplément de mobilité introduit alors un peu de différenciation socio-économique, visible au travers de l'éducation ; elle reste, cependant, minime dans un milieu globalement peu favorisé.

Old Ashaiman confirme la vocation locative du peuplement métropolitain populaire. Mais la présence des propriétaires aux côtés des locataires est ici, dans le District de Tema, beaucoup moins assurée qu'à Lagos Town et dans le District d'Accra. Le taux de mobilité voisine les 6 pour cent mais reste en dessous de la moyenne générale : il s'agit d'une population très dense, en grande partie assignée à résidence par la pauvreté. La médiane des séjours résidentiels est de dix ans. Le cycle de vie et la génération ont tous deux un effet bien dessiné : la mobilité des jeunes adultes de 20 à 24 ans est déjà trois fois supérieure à celle de l'ensemble des habitants du quartier ; elle double aussi la mobilité mesurée au même âge pour d'autres générations. Comme à Lagos Town, cette apparente recrudescence signale des locataires encore célibataires constituant des ménages d'une ou de deux personnes. Plus libres de leurs mouvements, ils sont aussi davantage soumis aux expulsions de leurs bailleurs en cas de non-renouvellement des avances locatives. Leur mobilité ressemble à une agitation urbaine plus qu'au véritable apprentissage de la sécurité résidentielle. Il n'y a rien que l'illusion de l'autonomie dans ces déménagements de courte portée cantonnés dans le même quartier, d'une chambre à l'autre ou d'une cour à l'autre, au gré des connaissances.

Or, la dégradation des rapports locatifs dont les jeunes générations d'Ashaiman font l'expérience coïncide avec l'informalisation du marché du travail local depuis les années 1980. La densification de la ville, aujourd'hui classée au cinquième rang des localités ghanéennes, fait suite à de massives débauches dans le bassin d'emploi du port de Tema. Y contribue également la dynamique d'extension de cette banlieue populaire vers de nouveaux quartiers septentrionaux qui ont porté la population d'Ashaiman à un total supérieur à celui de Tema-ville. C'est l'occasion pour les plus débrouillards des générations anciennes, une fois parvenus à l'âge de la retraite, d'acquérir des terrains et de reproduire le modèle d'entassement locatif dont ils ont d'abord fait l'expérience, plus au sud de la ville, comme locataires. Il faut voir en cela un réflexe rentier des citadins en situation de précarité pour s'assurer des compléments de revenus. Ashaiman et ses réserves foncières sont bien devenus le *hometown* de toute une génération de migrants, une véritable communauté d'appartenance dans laquelle le marché immobilier et la mobilité résidentielle s'activent, parfois en circuit fermé.

Old Ashaiman se compare à Lagos Town quant au type d'habitat – de cour exclusivement – et au statut d'occupation des logements composés d'une pièce en

moyenne : les trois-quarts des séjours informés sont le fait de locataires au moment de l'enquête ; les différences de mobilité restent d'ailleurs modérées entre ceux-ci et les rares bailleurs résidant sur place. Mais la différenciation socio-économique se confirme, la mobilité progressant de concert avec la scolarisation des individus ; les salariés du secteur privé, principalement usinier, et les actifs indépendants sans employés, qui relèvent surtout du secteur informel, sont les plus mobiles des groupes suffisamment représentés ; les moins mobiles sont les travailleurs indépendants avec employés. La religion apparaît quant à elle peu discriminante.

La mobilité résidentielle des habitants d'Ashaiman acquiert donc une connotation nouvelle par rapport aux quartiers précédents. Il convient d'y voir l'effet de l'environnement économique agité de la ville de Tema et des activités portuaires. Comparé à d'autres secteurs de la métropole, on pourrait même s'étonner que la mobilité n'y soit pas plus intense. L'attachement à cette banlieue signale son ancienneté et l'héritage d'un binôme urbain qui a toujours fait d'Ashaiman un réservoir de main-d'œuvre et de logements à bon marché pour Tema. Des indices de changement se dessinent pourtant en faveur d'une mobilité locative croissante, mais de courte portée géographique, car Ashaiman devient elle-même pourvoyeuse d'emplois et d'opportunités informelles pour ses résidents.

### *La ressource de la mobilité pour les classes moyennes*

Avec un taux de 9 pour cent, New Fadama se place dans la moyenne de l'enquête. La durée médiane des séjours de ses habitants (sept années) résume cette fluidité résidentielle accrue. La place intermédiaire du quartier dans la gradation générale est nuancée par deux particularités : une légère différenciation entre les femmes et les hommes, d'une part ; la conformité des jeunes adultes par rapport à leurs aînés au même âge, d'autre part. Mais la mobilité varie au cours du cycle de vie, ici comme souvent, et le groupe des 20-24 ans occupe bien le maximum de la cloche.

New Fadama présente une petite classe moyenne qui demeure modeste et logée principalement dans des cours, un type d'habitat contribuant à espacer les déménagements. Le statut d'usufruitier constitue le facteur le plus radical de fixation – la fréquence des déménagements est réduite des deux tiers – mais il ne concerne qu'un cinquième des séjours analysés. Également peu nombreux, les propriétaires sont plus mobiles. Quant à la location, majoritaire aux deux tiers des séjours comme dans la plupart des quartiers, elle implique des changements plus fréquents (un taux de mobilité de 12 %). Concentrant déjà un quart des séjours, les salariés du secteur privé manifestent une mobilité également supérieure (12 %) à celles des autres catégories ; les salariés du secteur public et les travailleurs indépendants avoisinent la moyenne générale sans se départager. Plus révélateur de ce niveau socio-économique moyen est l'effet de la variable scolaire qui gradue régulièrement la mobilité. Une fois contrôlé statistiquement, le niveau d'étude atténue les écarts de mobilité associés aux différentes religions : le groupe des pentecôtistes, souvent lié aux locataires, est moins sédentaire que la population musulmane, elle-même souvent propriétaire.<sup>9</sup>

Rares sont les constructions nouvelles dans ce quartier urbanisé depuis une quarantaine d'années : une durée intermédiaire entre les vieux quartiers de migrants, tel Lagos Town, et les nouvelles banlieues du type de New Gbawe. La mobilité résidentielle des jeunes générations se conforme à celle des anciennes, suivant avant tout le cycle de la composition des familles. Mais le fait notable est qu'ici la différenciation économique, marquée par l'effet de la scolarité et du salariat sur la mobilité, gagne en intensité.

À Tema Community V, le taux de mobilité franchit un écart de trois points et s'approche du maximum des quartiers. Par son homogénéité, la population est surtout singulière du point de vue de l'éducation, de la religion et de l'âge. Faute de diversité, le modèle statistique de synthèse est ici inopérant. La courbe du risque de déménagement est elle-même atypique en ce sens qu'elle estime mal les séjours courts, probablement du fait de l'âge avancé d'individus exposés à l'oubli d'épisodes anciens de leurs trajectoires. Les immeubles enquêtés sont pourtant assez neufs : à l'exception de l'un d'entre eux, construit une dizaine d'années avant les cinq autres, c'est surtout depuis le début des années 1990 que la zone d'étude s'est peuplée de « cols bleus » ou de « cols blancs ». Seules des générations aux carrières professionnelles avancées pouvaient accéder à la propriété ou à la location de logements bien individualisés dans les *flats*, pourvus en sanitaires, en eau courante et en électricité.

Le groupe des quinquagénaires est en effet majoritaire à Tema Community V, ce qui éclaire l'incidence du cycle de vie. En contrepartie, l'absence de jeunes adultes empêche de tester l'effet historique du renouvellement des générations. Au contraire, c'est l'accession tardive à des logements modernes qui a entraîné une mobilité de fin de cycle de vie. De plus, Tema Community V ne rassemble que des appartements en habitat collectif, ce qui exclut pratiquement l'occupation en usufruit. La proportion des propriétaires atteint le tiers des séjours analysés, un statut plus favorable à la mobilité<sup>10</sup> que la location qui concerne les deux tiers restants des séjours. Un tel écart, de cinq points, ne pose aucun doute statistique, mais apparaît contraire à ce que l'on observe habituellement. Il découle en réalité de l'histoire très circonstanciée du plus ancien des six immeubles : « abandonné » par le bailleur – une entreprise industrielle en faillite depuis plus d'une décennie – à ses locataires dans des conditions de logement dégradées, ce *flat* offre aujourd'hui une quasi-gratuité d'usage à ses occupants qui se trouvent en surcharge résidentielle (partage des appartements entre deux ménages) mais dans une stabilité exceptionnelle.

Tema Community V se particularise enfin par le fait que les variables socio-économiques ne discriminent guère la mobilité des habitants. Tous ont été scolarisés, et seule une différence entre l'école primaire et le cycle secondaire senior est perceptible. Très largement majoritaires, les salariés des secteurs public et privé et les travailleurs indépendants avec employés se placent dans la moyenne des mobilités. Seuls les indépendants sans employés, assimilés au secteur informel, se distinguent par un taux de cinq points plus élevé de déménagements annuels (17 %).

L'environnement immobilier a donc suscité un effet de ségrégation en sélectionnant « à l'entrée » les résidents qu'il accueille aujourd'hui. L'accès à un logement

décent, en fin de carrière, n'a été possible que pour une population scolarisée et bien insérée sur le marché du travail, ce qui a façonné l'homogénéité du secteur. On retrouvera ce processus, avec un type d'habitat différent et une population plus contrastée en âges, dans les nouvelles maisons indépendantes de New Gbawe. Il rappelle une tendance au tri géographique déjà observée en négatif à l'autre extrémité du spectre de la mobilité métropolitaine : la différenciation socio-économique n'opérait pas non plus à Old Teshie où la concentration de populations démunies décourageait l'installation d'éventuels candidats au déménagement depuis l'extérieur du quartier.

Avec un taux annuel de 13 pour cent, New Gbawe est le deuxième des trois quartiers à forte turbulence résidentielle. Un cinquième de la population de la génération des 20-24 ans déménage dans l'année. La relative jeunesse de la population contribue au raccourcissement de la durée médiane (cinq ans) dans le contexte déjà favorable du District Ga, en périphérie de l'agglomération. Les deux effets d'âge et de génération sont clairement établis. Contrairement au cas précédent de Tema Community V, cette population jeune reflète le caractère récent du peuplement urbain sur le domaine coutumier du village voisin de Gbawe, dans les années 1990. Mais les occupants actuels ne sont pas toujours les investisseurs immobiliers des maisons individuelles qui composent le quartier. Car l'accès au sol puis la construction restent tardifs, comme généralement dans un marché foncier contraint. Certes, les investissements de nombreux Ghanéens émigrés internationaux ont pu introduire des propriétaires plus jeunes dans le secteur ; mais ce sont surtout des pratiques d'hébergement provisoire et la diffusion rapide de la location qui contribuent à la jeunesse des résidents de ce parc encore en chantier.

New Gbawe offre en effet l'occasion d'observer une population brassée, ce que manifeste d'abord la répartition des modes d'occupation des logements : deux séjours sur dix sont le fait d'hébergés au moment de l'enquête. Il s'agit ici de parents éloignés ou de maçons logés à titre gratuit, employés au gardiennage des maisons. Bien que toutes les maisons ne soient pas encore occupées par leur promoteur, les propriétaires d'aujourd'hui rassemblent un tiers des séjours antérieurs : une importance exceptionnelle. Les séjours sont enfin pour moitié le fait des locataires qui se substituent progressivement aux gardiens de chantier depuis la seconde moitié des années 1990, manifestant par conséquent des mobilités plus fortes (taux de 18 %) que les propriétaires résidents. Le fait que ceux-ci appartiennent aux générations plus anciennes contribue à leur sédentarisation (10 %).

L'incidence de la scolarisation sur la mobilité est plus incertaine ; les taux annuels de déménagement s'échelonnent néanmoins régulièrement des non-scolarisés (9 %) aux titulaires d'un diplôme universitaire (15 %). L'âge contribue à cette conclusion car les jeunes adultes sont à la fois plus mobiles et mieux scolarisés. Et de fait, le niveau d'étude infléchit moins nettement la mobilité quand on introduit l'effet de génération. L'impact de la religion, du moins pour les groupes qui comptent suffisamment de fidèles, n'est pas totalement conforme à ce qui est observé ailleurs : les musulmans et les pentecôtistes atteignent les mêmes taux (14-15 %), tandis que les

catholiques se comparent aux orthodoxes (11-12 %). La faible démarcation entre les statuts professionnels est plus étonnante encore en situation de forte mobilité : deux points seulement séparent les travailleurs indépendants avec employés et les salariés du secteur privé.

La mobilité des gens de New Gbawe est donc à la fois intense et indéterminée, si ce n'est par le cycle de vie. Ce résultat questionne une fois encore l'impact du contexte local sur la mesure de la mobilité. Si celle-ci est élevée, c'est parce que la population est jeune et le quartier récemment peuplé. Ses habitants saisissent l'opportunité offerte par la reconversion des droits coutumiers du sol en baux emphytéotiques, chèrement monnayés par les autochtones ga auprès des migrants. Les caractéristiques de ces « étrangers » sont déjà le résultat du filtrage des transactions foncières et des investissements immobiliers ; ils se trouvent à New Gbawe en partie faute d'être ancrés ailleurs et parce qu'ils ont les moyens de leur installation. La nouveauté du quartier joue également sur le caractère indéterminé de la mobilité. Encore mal équipée, cette banlieue n'a pas eu le temps de se construire socialement. Elle rassemble provisoirement des parcours migratoires hétérogènes : fins de carrière professionnelle ou faveurs financières d'un exode international, gens du terroir issus du village voisin ou gens des régions décidés à ancrer leur descendance dans la capitale, mais aussi jeunes désœuvrés attirés par les chantiers de construction. Cette jeunesse est probablement à l'origine du manque de netteté des variations de la mobilité, pour la simple raison que les débuts du cycle de vie laissent moins de place aux discriminations sociales et économiques. Celles-ci devraient néanmoins s'affirmer avec le vieillissement du quartier et la progression de la population dans ses trajectoires professionnelles. Pour immature qu'elle soit, cette mobilité élevée n'en annonce pas moins de nouvelles pratiques résidentielles dans une agglomération en expansion territoriale.

### *En marge de l'espace métropolitain*

La singularité de Dodowa tient à sa situation géographique. Tout en présentant le taux le plus élevé de mobilité, comparable à ceux de New Gbawe et de Tema Community V, sa population n'appartient pas aux classes moyennes. Mais la plupart des caractéristiques individuelles diversifient de manière significative les durées de séjour. La moitié des personnes ont déménagé au bout de quatre années, selon des motifs qui désignent souvent une mobilité de passage. La structure par âge présente étonnamment deux maxima : le plus important est situé autour de 30 ans, soit l'époque de bien des déboires conjugaux pour les femmes qui se retrouvent en nombre chefs de ménage, et de difficultés professionnelles qui motivent d'autres replis vers la communauté d'origine ; le second pic s'observe aux alentours de 60 ans, le temps de fréquents retours vers la terre familiale. Les séjours sont localisés pour un tiers dans le District métropolitain d'Accra. La proportion est moindre qu'à New Gbawe mais considérable si l'on considère l'éloignement géographique de la petite ville. La prise en compte d'autres étapes résidentielles situées au Ghana montrerait cependant une agitation également forte entre Dodowa, ancienne place de négoce agricole, et les

zones de plantation, cacaoyère notamment, de la Région Orientale voisine avec laquelle les populations shai entretiennent des relations migratoires et foncières étroites depuis le début du *xxe* siècle.

L'habitat de Dodowa est exclusivement de cour et les usufruitiers sont majoritaires aux deux tiers des séjours. Le tiers restant est le fait de locataires au moment de l'enquête. Entre les deux groupes, l'écart des mobilités est exceptionnel : 11 pour cent de déménagements par an pour les premiers, 24 pour cent pour les seconds qui sont ici en quête de loyers parmi les plus bas de la zone d'influence d'Accra, tout en échappant à l'encombrement des quartiers plus proches des zones d'emploi. Un effet de génération est également sensible tant ce dernier groupe se concentre en milieu de cycle de vie, puis disparaît aux âges élevés pour laisser la place aux seuls usufruitiers ressortissants de la localité. Le niveau d'études apparaît de même très discriminant : les bénéficiaires d'une scolarité primaire et du cycle secondaire junior font preuve d'une mobilité annuelle trois fois plus importante en moyenne que celle des non-scolarisés ; la formation secondaire avancée, technique ou supérieure implique une mobilité quatre fois et demie plus forte. Une telle différenciation peut surprendre dans un environnement rural, mais le chef-lieu de district bénéficie de l'investissement scolaire ancien des missions religieuses. Y contribue également la présence de migrants d'origine citadine, locataires employés sur le marché du travail d'Accra. Parmi les groupes professionnels les plus représentés, en effet, les fonctionnaires se démarquent par le fait qu'un quart d'entre eux déménage en moyenne annuelle ; ils sont suivis des salariés du secteur privé (18 %). Au-delà de déterminants économiques, les caractéristiques ethniques et religieuses de la population ont également une incidence sur sa mobilité : Akan et Ewe, souvent locataires, se démarquent des autochtones adangbe par des déplacements plus fréquents. Les fidèles du mouvement charismatique sont de même plus enclins à déménager que les protestants orthodoxes, mais il est moins aisé de donner un sens à cette différence.

Classée par le dernier recensement au 230<sup>e</sup> rang des localités ghanéennes, Dodowa accueille une population urbaine quatre fois plus mobile que celle de quartiers plus centraux du Grand Accra. La mobilité n'y est pas seulement intense, elle est également moderne car adossée aux parcours scolaires et professionnels des adultes et vigoureusement stimulée par la location. La position géographique et les fonctions de ce chef-lieu (des chefferies régionales, de district, et dans l'avenir de capitale régionale) contribuent à diversifier la population citadine et ses pratiques de mobilité.

## Conclusion

L'hypothèse de la mobilité métropolitaine s'est donc trouvée confirmée à plusieurs titres par l'enquête "Housing Practices and Residential Mobility in Greater Accra Region, 2000-2001" : non seulement dans son importance mais également dans sa prévalence par rapport à la migration. La force de la démonstration est d'avoir mobilisé des mesures variées et complémentaires. Car l'enquête ghanéenne a privilégié l'association du temps biographique et du court terme. Après Bamako, elle apporte des matériaux localisés pour montrer l'articulation de flux externes et internes. Sur le

fond, elle apporte surtout des éléments de relativisation, voire de franche réfutation, d'une urbanité encore souvent pensée, en Afrique, dans le registre de l'imperfection et de l'inaccomplissement.

Le module biographique de l'enquête vient en particulier combler le déficit de connaissances sur les dynamiques résidentielles de la capitale ghanéenne, en même temps qu'il rappelle le besoin d'étendre ces recherches à d'autres agglomérations africaines. Dans ces villes aussi, les mobilités intra-urbaines acquièrent une part croissante de la dynamique du peuplement, recomposent les territoires locaux et introduisent des logiques ségrégatives. L'étude de la mobilité doit d'autant plus éclairer la gestion de la métropole que celle-ci est de plus en plus confiée aux bailleurs de fonds internationaux et à des termes de référence standardisés.

En examinant les facteurs individuels et contextuels de la mobilité, mais aussi les raisons de son déficit chez les résidents captifs de la précarité, l'étude devrait en effet informer les politiques de lutte contre la pauvreté, de mobilisation locale et de participation communautaire. Ainsi, l'effet du lieu prend-il un poids particulier dans la ville des pauvres qui pâtit d'un déficit de mouvement résidentiel. Dans un environnement de cours densément occupées, les habitants sont « sécurisés » en même temps que contraints par le statut d'usufruitier. Une pareille assurance de stabilité se paye d'une cohabitation à l'étroit dans les maisons familiales héritées, de déficiences sanitaires graves et de services de proximité nettement insuffisants. L'orientation locative des cours introduit certes une agitation résidentielle croissante, que l'on retrouve dans la ville moins pauvre du fait de la jeunesse des locataires, de parcours scolaires et professionnels plus ouverts, mais au prix d'un durcissement des rapports avec les bailleurs que le système des avances sur loyers a récemment généralisé. Cette mobilité locative relève en outre de mouvements de courte portée géographique qui n'introduisent guère de promotion résidentielle tant les structures territoriales et sociales de la ville (marché foncier, limites de la capitalisation immobilière) bloquent encore le passage d'un statut d'occupation à l'autre.

D'autres contextes locaux, comme celui étudié à Dodowa, nuancent cependant l'équation pauvreté/cantonement relatif en montrant que l'appartenance à une communauté d'origine peut très bien aller de pair avec une forte mobilité. La localisation régionale explique alors ce niveau atteint au « carrefour » du rural et de l'urbain, entre la métropole et la région voisine, la zone d'enquête faisant figure de porte ouverte sur l'espace national. Une fois que les conditions locales libèrent une certaine fluidité résidentielle, les différences individuelles s'accroissent plus généralement. La mobilité apparaît comme la ressource d'une meilleure scolarisation. Elle va de pair avec la location du logement, l'installation dans les maisons indépendantes ou dans les *flats*. Cette capacité caractérise alors une sociologie particulière, celle des classes moyennes qui se distribuent en poches ou en territoires limités dans la métropole. De fait, la mobilité agit comme un filtre de la composition urbaine : elle décante la pauvreté dans certaines zones dissuasives (Old Teshie par exemple) et accentue la ségrégation résidentielle en sélectionnant les candidats à la propriété ou en restreignant les droits au sol.

Dans le cas du Grand Accra, les contextes résidentiels locaux ressortent finalement complexes de l'analyse multinationale, du fait d'histoires communautaires et de multiples critères d'appréciation du rôle et de la position des quartiers dans le développement de la métropole. C'est donc l'approche monographique de terrain qui prend le relais du décryptage statistique de la mobilité individuelle. On admet alors que les facteurs de sa variation varient eux-mêmes d'un site à l'autre, et que le nombre raisonnable de zones d'enquête autorise leur analyse au cas par cas. Au total, ce sont sept formulations du modèle de synthèse qui sont examinées, dont l'expression elle-même apparaît fortement soumise à l'effet de lieu. Chacun de ces faciès de la mobilité devient en retour un élément de la compréhension des quartiers. Par l'étude de cas, l'impact des contextes intra-urbains trouve une véritable portée explicative.

## Notes

1. Par transposition d'une conception « déracinante » de l'exode rural, aujourd'hui critiquée en Europe (Pinol 1991 ; Rosental 1999).
2. Les moins de 20 ans représentaient 43 pour cent des résidents rencontrés en 2000 puis en 2001.
3. Dans tous les cas le chef de ménage et un autre adulte pour les ménages composés d'au moins deux personnes et de plus d'un adulte : si possible la conjointe ou une autre personne du sexe opposé.
4. Tous individus confondus, 62 pour cent des sortants de l'échantillon de Bamako restaient de même dans le district de la capitale malienne entre 1993 et 1994 ; 29 pour cent s'orientaient vers les autres régions du Mali et 9 pour cent s'expatriaient à l'étranger.
5. Les deux dernières parties de ce chapitre empruntent pour beaucoup à l'analyse commune de Monique Bertrand et de Daniel Delaunay (2003).
6. Rappelons que l'habitat de cour – majoritaire – rassemble le plus souvent des familles de revenus modestes, défavorisées, voire paupérisées, tandis que les classes moyennes d'Accra se réservent les parcs des *flats* et des maisons indépendantes.
7. Peu habituelles dans les études sur la mobilité, les références ethniques sont pourtant pertinentes dans des contextes communautaires qui distinguent clairement migrants et autochtones. Elles animent le débat gestionnaire local du fait d'une inégale propension des habitants des métropoles à répondre aux slogans de participation locale (Bertrand 2002).
8. Rappelons que la mobilité est mesurée par le pourcentage de déménagements annuels pour la population de plus de 12 ans.
9. Une majorité d'entre eux se sont installés à l'occasion d'un déplacement autoritaire, au moment de l'indépendance, depuis le vieux quartier central de Fadama.
10. Ces derniers ont accédé à la propriété de leurs appartements après une période de location. Le changement de mode d'occupation a été considéré comme une nouvelle étape résidentielle, accroissant presque artificiellement la mobilité des propriétaires.



## Références bibliographiques

- Amselle, J. L. *et al.*, 1976, *Les migrations africaines, réseaux et processus migratoires*, Paris : Maspero, 127 p.
- Benneh, G., Nabila, J. S., Songsore, J., Yankson, P. W. K., Teklu, T., 1990, *Demographic Studies and Final Projections for Accra Metropolitan Area (AMA). Final Report*, Ministry of Local Government, United Nations Centre for Human Settlements (Accra Planning and Development Programme), University of Ghana (Department of Geography and Resource Development), Legon, 216 p.
- Bertrand, M., 1999, « Bamako (Mali) : habitat de cour et mobilités résidentielles », *Espace, Populations, Sociétés*, N° 1, pp. 119-138.
- Bertrand, M., 2002, « Profils du leadership local au Ghana : conflits et fragmentation urbaine dans la métropole du Grand Accra », *Autrepart*, N° 21, pp. 135-149.
- Bertrand, M., Delaunay, D., 2003, *La mobilité résidentielle dans la Région du Grand Accra : différenciations individuelle et géographique*, Contribution à la recherche contractuelle « Familles citadines et pratiques résidentielles à l'épreuve de la mobilité : terrains anglophones et francophones en perspective en Afrique de l'Ouest » (FAC Sciences sociales, MAE, CODESRIA), IRD Centre d'Île-de-France, septembre 2003, 51 p.
- Brokensha, D., 1966, *Social Change at Larteh, Ghana*, Oxford, Clarendon Press, 294 p.
- Caldwell, J. C., 1969, *African Rural-Urban Migration: The Movement to Ghanaian Towns*, New York, Columbia University Press: London, C. Hurstand and Co.
- Coquery-Vidrovitch, C., 1993, « La ville coloniale lieu de colonisation et métissage culturel », *Afrique contemporaine*, N° 4, pp. 11-22.
- Cox, D. R., 1972, « Regression models and life tables », *Journal of the Royal Statistical Society*, B34, pp. 187-220.
- Dureau, F. *et al.*, eds., 2000, *Métropoles en mouvement. Une comparaison internationale*, Paris, IRD-Anthropos (Villes), 656 p.
- Ghana Statistical Service, 1995, *Migration Research Study in Ghana. Internal Migration. International Migration*, Accra, 332 and 213 p.
- Gilbert, A. G., 1999, « A Home is for Ever? Residential Mobility and Home Ownership in Self-help Settlements », *Environment and Planning*, Vol. 31, N° 6, pp. 1073-1091.
- Gilbert A., Crankshaw O., 1999, « Comparing South African and Latin American Experience: Migration and Housing Mobility in Soweto », *Urban Studies*, Vol. 36, N° 13, pp. 2375-2400.
- GRAB, 1999, *Biographies d'enquêtes : bilan de 14 collectes biographiques*, Paris, Groupe de réflexion sur l'approche biographique, INED (Méthodes et savoirs, N° 3), 340 p.
- Gugler, J., 1971, « Life in a Dual System. Eastern Nigerians in town », *Cahiers d'études africaines*, Vol. 11, pp. 400-421.
- Hougaard, P., 2000, *Analysis of Multivariate Survival Data*, New York, Springer, 542 p.
- Li, S., Wu, F., 2004, « Contextualizing residential mobility and housing choice: evidence from urban China », *Environment and Planning*, Vol. 36, pp. 1-6.
- Mayer, Ph., 1971, *Townsmen or Tribesmen: Conservatism and the Process of Urbanization in a South African City*, Londres: Oxford University Press, 333 p.
- Middleton, J., 1979, « Home Town: A Study of an Urban Centre in Southern Ghana », *Africa*, Vol. 49, N° 3, pp. 246-257.

- Montgomery, M. R., *et al.*, eds., 2003, *Cities Transformed. Demographic Change and Its Implications in the Developing World*, Washington: The National Academies Press (National Research Council, Committee on Population), 529 p.
- Pinol, J.-L., 1991, *Les mobilités de la grande ville. Lyon, fin XIXe - début XXe siècles*, Paris, Presses de la Fondation des Sciences Politiques, 431 p.
- Plotnikov, L., 1967, *Strangers to the City; Urban Man in Jos, Nigeria*, University of Pittsburgh Press, 320 p.
- Republic of Ghana, 1996, *Urban Environmental Sanitation Project, Staff Appraisal Report*, Document of the World Bank, Infrastructure and Urban Development Division, West Central Africa Department, 96 p.
- Rosental, P.-A., 1999, *Les sentiers invisibles. Espace, famille et migrations dans la France du XIXe siècle*, Paris, Éditions de l'EHESS, 257 p.
- Shih, J. H., Louis, T. A., 1995, « Assessing Gamma Frailty Models for Clustered Failure Time Data », *Lifetime Data Annals*, Vol. 1, N° 2, pp. 205-220.

# The Mobile City of Accra

Urban Families, Housing and Residential Practices

## Accra, capitale en mouvement

Familles citadines, logement et pratiques résidentielles



Elizabeth Ardayfio-Schandorf  
Paul W. K. Yankson  
Monique Bertrand

# **The Mobile City of Accra**

Urban Families, Housing and Residential Practices

# **Accra, Capitale en mouvement**

Familles citadines, logement et pratiques résidentielles

Elizabeth Ardayfio-Schandorf

Paul W. K. Yankson

Monique Bertrand



Council for the Development of Social Science Research in Africa  
DAKAR

© CODESRIA 2012

Council for the Development of Social Science Research in Africa  
Avenue Cheikh Anta Diop, Angle Canal IV  
BP 3304 Dakar, 18524, Senegal  
Website: [www.codesria.org](http://www.codesria.org)

ISBN: 978-2-86978-181-8

All rights reserved. No part of this publication may be reproduced or transmitted in any form or by any means, electronic or mechanical, including photocopy, recording or any information storage or retrieval system without prior permission from CODESRIA.

Typesetter: Sériane Camara Ajavon  
Cover Designer: Ibrahima Fofana  
Printed by Imprimerie Graphi plus, Dakar, Senegal

Distributed in Africa by CODESRIA

Distributed elsewhere by African Books Collective, Oxford, UK  
Website: [www.africanbookscollective.com](http://www.africanbookscollective.com)

The Council for the Development of Social Science Research in Africa (CODESRIA) is an independent organisation whose principal objectives are to facilitate research, promote research-based publishing and create multiple forums geared towards the exchange of views and information among African researchers. All these are aimed at reducing the fragmentation of research on the continent through the creation of thematic research networks that cut across linguistic and regional boundaries.

CODESRIA publishes a quarterly journal, *Africa Development*, the longest standing Africa-based social science journal; *Afrika Zamani*, a journal of history; the *African Sociological Review*, the *African Journal of International Affairs*, *Africa Review of Books* and the *Journal of Higher Education in Africa*. The Council also co-publishes the *Africa Media Review*, *Identity, Culture and Politics: An Afro-Asian Dialogue*, *The African Anthropologist* and the *Afro-Arab Selections for Social Sciences*. The results of its research and other activities are also disseminated through its Working Paper Series, Green Book Series, Monograph Series, Book Series, Policy Briefs and the CODESRIA Bulletin. Select CODESRIA publications are also accessible online at [www.codesria.org](http://www.codesria.org).

CODESRIA would like to express its gratitude to the Swedish International Development Cooperation Agency (SIDA/SAREC), the International Development Research Centre (IDRC), the Ford Foundation, the MacArthur Foundation, the Carnegie Corporation, the Norwegian Agency for Development Cooperation (NORAD), the Danish Agency for International Development (DANIDA), the French Ministry of Cooperation, the United Nations Development Programme (UNDP), the Netherlands Ministry of Foreign Affairs, the Rockefeller Foundation, FINIDA, the Canadian International Development Agency (CIDA), IIEP/ADEA, OECD, IFS, OXFAM America, UN/UNICEF, the African Capacity Building Foundation (ACBF), and the Government of Senegal for supporting its research, training and publication programmes.